



Conseil de l'Union européenne
Secrétariat général

Direction générale Développement organisationnel et services
Direction Ressources humaines
La directrice

Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur/Madame l'Ambassadrice
Représentant(e) permanent(e) des États membres auprès de
l'Union européenne

(par courrier électronique)

Bruxelles, le 23 mars 2023

Objet: Détachement sans frais, auprès du secrétariat général du Conseil, d'un(e) expert(e) national(e) dans le domaine de la coordination de la lutte contre le terrorisme

Réf.: END/04/2023 (CTC) - 1 poste (350190)

Madame l'Ambassadrice, Monsieur l'Ambassadeur,

La lutte contre le terrorisme continue de figurer au premier plan des préoccupations de la communauté internationale et de l'UE, et la charge de travail du Conseil en ce qui concerne cette importante question ne cesse de croître. Le détachement d'un expert national travaillant dans ce domaine étant arrivé à son terme, le secrétariat général du Conseil doit recruter un(e) expert(e) national(e) détaché(e) sans frais pour assister et conseiller le coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme dans tous les domaines de la politique de l'UE en la matière.

La durée du détachement est de deux ans et peut faire l'objet d'une prolongation pour une durée totale n'excédant pas quatre ans. Veuillez noter qu'en application de l'article 5 de la décision (UE) 2015/1027 du Conseil, ce détachement pourrait, dans des cas exceptionnels, être prorogé pour une durée supplémentaire de deux ans maximum.

La description du poste, qui détaille les qualifications et l'expérience requises, figure en annexe.

Les conditions du détachement sont fixées dans la décision du Conseil du 23 juin 2015 relative au régime applicable aux experts détachés auprès du secrétariat général du Conseil (décision (UE) 2015/1027 - JO L 163 du 30.6.2015 - abrogeant la décision 2007/829/CE). Conformément à l'article 2 de cette décision, les experts nationaux détachés et expertes nationales détachées doivent avoir la nationalité d'un État membre de l'UE.

Les États membres sont invités à proposer des candidats et candidates qualifiés pour ce poste.

En vertu de l'article 6, l'employeur de l'expert(e) continue rémunérer l'expert(e) et d'assurer l'ensemble de ses droits sociaux, en particulier en matière de sécurité sociale, d'assurance et de retraite.

En outre, en vertu de l'article 1^{er} de cette décision, les articles 18, 19 et 20 ne sont pas applicables aux expert(e)s détaché(e)s sans frais. En pratique, les expert(e)s détaché(e)s sans frais n'ont droit à aucune indemnité ni aucun remboursement de frais de voyage de la part du secrétariat général du Conseil.

Le ou les nom(s) du point de contact national ou des points de contact nationaux responsable(s) pour chaque candidature devront être indiqués dans les actes de candidature. Les actes de candidature devront être accompagnés d'un curriculum vitæ détaillant toutes les fonctions exercées jusqu'à présent et les diplômes ou autres titres obtenus, ainsi que d'une lettre de motivation. Seules les candidatures rédigées en anglais ou en français seront acceptées.

Les réponses à la présente lettre doivent être transmises par courrier électronique, au plus tard le **1 mai 2023 à 17 heures (heure de Bruxelles)**, à l'adresse suivante: sne.recruitment@consilium.europa.eu.

Le service compétent et la direction des ressources humaines examineront conjointement les demandes reçues, décideront quel(le)s candidat(e)s seront retenu(e)s dans une première sélection et mèneront les entretiens. L'autorité investie du pouvoir de nomination prendra une décision de nomination sur la base du résultat de la procédure de sélection.

Si nécessaire, de plus amples informations peuvent être obtenues auprès du secrétariat général du Conseil en s'adressant à M^{me} Christiane Hoehn, conseillère principale du coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme (téléphone: +32 2 281 5380, courriel: christiane.hoehn@consilium.europa.eu), Bureau du coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme.

Veuillez agréer, Madame l'Ambassadrice, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de ma très haute considération.



Nathalie Pensaert

Annexes

Annexe 1 - Description du poste

**Expert(e) national(e) détaché(e) (END) sans frais
auprès du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne**

**Services rattachés à la secrétaire générale
Coordination de la lutte contre le terrorisme**

Réf.: END/04/2023 (CTC) - 1 poste (350190)

Description du poste

A. Principales tâches et responsabilités

En tant que conseiller ou conseillère du coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme (ci-après le "coordinateur"), l'expert(e) sera appelé(e):

- sous l'autorité du coordinateur, à prendre en charge la coordination des initiatives liées à la lutte contre le terrorisme ainsi qu'à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent, en vue de renforcer la sécurité des citoyens de l'UE. Le conseiller ou la conseillère accordera une attention particulière aux dossiers internes et numériques;
- à recenser les domaines de coopération pertinents, à fournir un apport sur les questions de fond et à formuler des idées, ainsi qu'à œuvrer avec les institutions de l'UE, les États membres et d'autres intervenants aux activités de mise en œuvre;
- à se tenir informé(e) en permanence sur un large éventail de questions liées au terrorisme, notamment par des recherches et des lectures fouillées; à conserver, dans le cadre de ses dossiers, une vue d'ensemble des activités ayant trait au terrorisme qui font l'objet de travaux dans l'ensemble des instances et groupes du Conseil, ainsi que des évolutions en la matière à la Commission, au Service européen pour l'action extérieure et au Parlement européen; à participer aux travaux de groupes, le cas échéant;
- à assister à des réunions avec le coordinateur, y compris dans des pays tiers, ou - souvent - à y prendre part en son nom; à remplacer le coordinateur et à intervenir en son nom dans un contexte européen ou international; à s'exprimer souvent en public;
- à rédiger rapidement de nombreux documents d'orientation (y compris pour le Conseil), des discours et d'autres contributions écrites, ainsi qu'à préparer les réunions et visites importantes du coordinateur et à faire rapport sur ces dernières;
- à élaborer les aspects techniques et stratégiques/politiques d'un grand nombre de dossiers complexes et à conseiller le coordinateur à cet égard, à évaluer la mise en œuvre et à recenser les domaines où des progrès supplémentaires sont nécessaires ou les domaines suscitant des préoccupations;
- à gérer les dossiers de manière proactive, continue et autonome, en liaison avec les acteurs et actrices concernés, et à y apporter sa contribution sous la forme de commentaires, de propositions et d'idées nouvelles;
- à travailler en étroite concertation et coordination avec les institutions et agences de l'UE, les États membres, des pays tiers, des organisations internationales, le secteur privé, les milieux universitaires et des groupes de réflexion;
- à contribuer à l'établissement de relations étroites entre les hautes autorités chargées de la lutte contre le terrorisme dans leur pays d'origine et le coordinateur, ainsi qu'à contribuer à l'établissement de relations entre plusieurs autres États membres et le coordinateur;
- à gérer les relations entre le coordinateur et certains pays tiers, ainsi qu'avec certaines organisations et enceintes internationales compétentes.

B. Qualifications et expérience

Critères essentiels:

- Être titulaire d'un diplôme universitaire (niveau master ou supérieur)
- Avoir une excellente connaissance écrite et orale de l'anglais et une connaissance satisfaisante d'au moins une autre langue officielle de l'Union européenne¹
- Posséder une expérience en matière d'élaboration de politiques ayant trait à la sécurité
- Posséder une expérience/une connaissance du fonctionnement de l'UE dans le domaine de la sécurité (intérieure et extérieure) et une expérience en matière de formulation de messages politiques dans ce domaine politique sensible
- Avoir travaillé dans le domaine des relations internationales
- Être capable de travailler de manière autonome
- Faire preuve de compétences interpersonnelles et d'un esprit d'équipe excellents, et être un ou une collègue fiable et efficace

Atouts:

- Avoir occupé un poste de haut niveau dans son pays d'origine et/ou à l'étranger
- Avoir travaillé avec des acteurs et actrices du secteur de la sécurité et/ou de la lutte contre le terrorisme au niveau national et international
- Posséder une expérience en rapport avec le groupe "Terrorisme"
- Posséder une expérience dans le domaine des fichiers numériques
- Avoir travaillé dans un environnement international
- Avoir une bonne maîtrise du français

C. Conditions et aptitudes requises

- Avoir la volonté et la capacité de travailler dans un environnement exigeant, politiquement sensible et caractérisé par une évolution rapide et une charge de travail importante
- Être en mesure de maîtriser rapidement les aspects à la fois techniques et politiques d'un large éventail de dossiers complexes et de fournir de manière proactive des conseils prospectifs
- Avoir une excellente aptitude à rédiger, à communiquer (à l'oral et à l'écrit) et à travailler en réseau
- Posséder une grande faculté de discernement politique
- Avoir le souci d'obtenir des résultats
- Posséder un sens aigu de l'initiative, de la créativité et de l'autonomie, ainsi qu'un sens développé des responsabilités
- être disposé(e) et prêt(e) à voyager fréquemment à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE
- Avoir le sens de la discrétion

¹ Les langues de l'UE sont les suivantes: allemand, anglais, bulgare, croate, danois, espagnol, estonien, finnois, français, grec, hongrois, irlandais, italien, letton, lituanien, maltais, néerlandais, polonais, portugais, roumain, slovaque, slovène, suédois et tchèque.

D. Habilitation de sécurité

Disposer d'une habilitation de sécurité nationale au niveau SECRET UE/EU SECRET. Cette habilitation de sécurité doit être obtenue par le candidat ou la candidate auprès de ses autorités compétentes avant le détachement auprès du secrétariat général du Conseil. La validité de l'habilitation doit couvrir toute la durée du détachement. À défaut, le secrétariat général se réserve le droit de refuser le détachement.

E. Conditions générales

Les candidats et candidates doivent:

- avoir la nationalité de l'un des États membres de l'Union européenne et jouir de tous leurs droits civiques;
- avoir satisfait à toutes les obligations légales qui leur sont applicables en matière de service militaire.

Le secrétariat général du Conseil applique une politique de diversité et d'inclusion.

D'autres informations concernant la nature du poste peuvent être obtenues auprès de M^{me} Christiane Hoehn, conseillère principale du coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme (téléphone: +32 2 281 5380, courriel: christiane.hoehn@consilium.europa.eu), Bureau du coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme.
